
OPERATION**MAISON D'ARRET DE CARCASSONNE – CREATION DE L'ARMURERIE**

MAITRE D'OUVRAGE**MINISTERE DE LA JUSTICE - DISP DE TOULOUSE****2 Boulevard Armand Duportal – 31015 TOULOUSE CEDEX 6**

COORDONNATEUR SPS**ELYFEC Agence de Toulouse****16 rue du Cassé – 31240 SAINT-JEAN**

PLAN GENERAL DE COORDINATION SIMPLIFIE

Indice	Date	Objet	Pages modifiées	Rédacteur
0	07/07/2025	Création du document	/	José DOMINGUES

ELYFEC SPS – Siège Social : 29 rue Condorcet 38090 VAULX MILIEU - www.elyfec-sps.fr
SAS au capital de 40.000 € - Siret 434 024 394 00109 – RCS VIENNE – Code NAF 7490B

Table des matières

1. PREAMBULE	3
1.1 CONTEXTE	3
1.2 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION.....	3
1.3 EVOLUTION DU PGC	3
1.4 CONSERVATION	3
2. RENSEIGNEMENT ADMINISTRATIFS GENERAUX INTERESSANT LE CHANTIER.....	4
2.1 LISTE DES INTERVENANTS	4
2.2 ORGANISMES DE PREVENTION	4
2.3 ENTREPRISES INTERVENANTES.....	4
2.4 INFORMATIONS SUR LE CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'OPERATION.....	5
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	5
3.1 CONDITIONS D'ACCES A L'ENCEINTE DU CHANTIER	5
3.2 CONTRAINTES LIEES A LA PARCELLE	5
3.3 ACTIVITES SUR LE SITE OU A PROXIMITE	5
4. MESURES GENERALES DE BON ORDRE ET DE SALUBRITE DU CHANTIER	8
4.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	8
4.2 ELECTRICITE DE CHANTIER.....	9
4.3 DISTRIBUTION D'EAU	9
4.4 NETTOYAGE	9
4.5 CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'EVACUATION DES DECHETS.....	10
5. MESURES DE COORDINATION INTER-ENTREPRISES	11
5.1 CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS.....	11
5.2 PROTECTIONS COLLECTIVES	12
5.3 TRANCHEES ET FOUILLES OUVERTES	12
5.4 TRAVAUX EN HAUTEUR.....	13
5.5 INTERACTIONS.....	14
5.6 TRAVAUX GENERANT UNE EXPOSITION A LA SILICE LIBRE	14
5.7 TRAVAUX DE MONTAGE OU DE DEMONTAGE D'ELEMENTS PREFABRIQUES LOURDS	15
5.8 TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIECES NUES SOUS TENSION SUPERIEURE A LA TRES BASSE TENSION.....	15
6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS	17
6.1 INCENDIE.....	17
6.2 ACCIDENTS, 1 ^{ER} SOINS.....	17
6.3 APPEL DES SECOURS EXTÉRIEURS	18
7. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES LIEES A LA COORDINATION SPS	19
7.1 VISITES D'INSPECTION COMMUNE	19
7.2 PPSPS	20
7.3 CONSEQUENCE DE L'ABSENCE DE VISITE D'INSPECTION COMMUNE OU DE NON REMISE DU PPSPS	21
7.4 ACCUEIL DU PERSONNEL SUR LE CHANTIER PAR L'ENCADREMENT DES ENTREPRISES	21
8. ANNEXES	22
8.1 LISTE DES ENTREPRISES INTERVENANTES	22

1. Préambule

1.1 Contexte

L'opération objet de ce document est réalisée dans le cadre de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatifs à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'attention de toutes les entreprises est attirée sur les conséquences de l'application de ces textes :

- Il a été désigné pour les phases conception et réalisation de l'opération, un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier.
- Le présent document intitulé Plan Général de Coordination, rédigé par le Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé Conception en application des dispositions de l'article L 4532-8 du code du travail, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants. Les dispositions qu'il décrit sont de nature à influencer sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

1.2 Principes généraux de prévention

Le présent PGC est fondé sur les principes généraux de prévention suivants :

- a) Éviter les risques ;
- b) Évaluer les risques qui ne peuvent être évités ;
- c) Combattre les risques à la source ;
- d) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- e) Remplacement ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- f) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants;
- g) Prendre des mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.

Il est par ailleurs rappelé que les entreprises sont tenues d'appliquer les principes a, b, c, d, e, f et g complétés des deux suivants :

- h) Adapter le travail à l'homme;
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les travailleurs indépendants sont quant à eux tenus d'appliquer les principes a, b, c, e et f.

1.3 Evolution du PGC

Le PGC est tenu par le coordonnateur pendant toute la durée du chantier. Il intégrera notamment en les harmonisant les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé qui devront être remis par les entreprises intervenantes et leurs sous-traitants après inspection commune avec le Coordonnateur (Art. R 4532-13 du code du travail).

Ses mises à jour successives seront consignées sur la page de garde du document.

1.4 Conservation

Le PGC doit être conservé 5 années par le Maître d'Ouvrage à compter de la date de réception des travaux.

2. Renseignement administratifs généraux intéressant le chantier

2.1 Liste des intervenants

Désignation	Noms	Adresses	Tél.
Maître d'Ouvrage	MINISTERE DE LA JUSTICE DISP DE TOULOUSE Mme Véronique DULUC	Boulevard Armand Duportal 31015 TOULOUSE CEDEX 6 veronique.duluc@justice.fr	06 29 81 73 15
Maîtrise d'œuvre	MATH INGENIERIE	478 rue de la Découverte Mini Parc 31670 LABEGE	
Coordonnateur SPS	ELYFEC Agence de Toulouse M. José DOMINGUES	16 rue du Cassé 31240 SAINT-JEAN Jose.domingues@elyfec.fr	05 61 16 61 79 06 76 48 46 33

2.2 Organismes de prévention

DIRECCTE	CARSAT	OPPBTP
DDETSPP 11 Cité Administrative, Place Gaston Jourdanne 11000 CARCASSONNE Tél. 04 34 42 90 58 ddetspp-uc1@aude.gouv.fr	29 cours Gambetta CS 49001 34068 MONTPELLIER CEDEX 2 Tél. 36 79	3, Chemin Du Pigeonnier De La Cépière BP 53645 31036 TOULOUSE CEDEX 1 Tél 05 61 44 52 62 occitanie@oppbtp.fr

2.3 Entreprises intervenantes

La réalisation des prestations de l'opération est traitée en lots séparés.

N° Lots	Dénomination des lots
01	GROS-ŒUVRE <ul style="list-style-type: none"> • PLATRERIE • SERRURERIE • PEINTURE • REVETEMENT DE SOL • MOBILIER
02	PLOMBERIE – CVC
03	ELECTRICITE CFO/CFA

La liste des entreprises titulaires des lots ci-dessus sera placée en annexe du présent PGC après attribution.

2.4 Informations sur le calendrier prévisionnel de l'opération

- Phase actuelle de l'opération à la date de rédaction du présent document : DCE
- Début prévisionnel des travaux : suivant planning
- Durée prévisionnelle des travaux : 3 mois

3. Mesures d'organisation générale du chantier

3.1 Conditions d'accès à l'enceinte du chantier

Les travaux ont lieu à l'intérieur d'un centre pénitentiaire. Par conséquent, l'accessibilité au site et la circulation à l'intérieur de l'établissement, tant des personnes que des véhicules et matériels, sont strictement encadrés (voir : « Conditions pour les chantiers AP »)

3.2 Contraintes liées à la parcelle

Présence de réseaux

Moyen de prévention	Précisions	Chargé de la mise en œuvre
Connaissance des réseaux	Vérification de l'existence ou de l'absence de réseaux enterrés ou non à l'intérieur du périmètre des travaux projetés ou à moins de 1,50 mètre à l'extérieur de ce périmètre par l'établissement d'une Demande de renseignement (www.dict.fr) Transmission des renseignements obtenus aux entreprises	Maître d'Ouvrage
	Vérification de l'existence ou de l'absence de réseaux enterrés ou non à l'intérieur du périmètre des travaux projetés ou à moins de 1,50 mètre à l'extérieur de ce périmètre par l'établissement d'une DICT (www.dict.fr)	LOT 01
Consignation du réseau par l'exploitant	L'entreprise doit demander en premier lieu la consignation des réseaux concernés et être en possession d'une attestation de mise hors tension écrite, datée et signée par l'exploitant avant le démarrage des travaux	LOT 01

3.3 Activités sur le site ou à proximité

Contraintes liées à l'activité sur le site

Dispositions à prendre	Chargé de la mise en œuvre
<p>Les entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment, il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ D'effectuer en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ; ○ D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux. Il est rappelé que les travaux par points chauds (soudage, meulage, découpage, ou comportant l'usage d'une flamme nue) doivent faire l'objet d'une entente préalable, appelée permis de feu, entre l'entreprise et le Maître d'ouvrage, ○ D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc.), ○ De déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours, ○ De stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence du public, ○ De fumer sur le chantier, ○ D'introduire ou utiliser des réchauds à l'intérieur du bâtiment, ○ De neutraliser les moyens de protection incendie (portes coupe-feu calées ouvertes, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc.) ○ De laisser se constituer des dépôts de matières combustibles, ○ De quitter le chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité, ○ D'effectuer des branchements électriques sur les installations existantes sans autorisation préalable 	Toutes les entreprises
<ul style="list-style-type: none"> ○ Protections par platelages, tunnels et/ou tous dispositifs nécessaires et utiles pour assurer la sécurité des personnes et notamment sous les fenêtres des cellules ; ○ Toute manœuvre d'engins et/ou camions sur la voirie interne, doit se faire sous la surveillance d'un ou plusieurs hommes-traffic ○ Réduire au maximum les nuisances : <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'écrans anti-bruit si nécessaire ; • Eviter tout déplacement inutile d'engins mécaniques et arrêt des moteurs lorsque leur fonctionnement n'est pas nécessaire ; • Capter les poussières à la source (aspiration, sciage humide ...) ; • Maintenir la voirie parfaitement propre tout au long du chantier <p>La liste ci-dessus n'étant pas exhaustive, il appartient à chaque entrepreneur, de mettre en œuvre tout au long du chantier, les moyens humains et matériels nécessaires et utiles, pour le respect des principes généraux de prévention énoncés à l'article L.4121-2 du code du travail</p>	Toutes les entreprises
Balisage des zones d'intervention	Toutes les entreprises
Les liste ci-dessus n'étant pas exhaustives, il appartient à chaque entrepreneur, de mettre en œuvre tout au long du chantier, les moyens humains et matériels nécessaires	Toutes les entreprises

Dispositions à prendre	Chargé de la mise en œuvre
et utiles, pour le respect des principes généraux de prévention énoncés à l'article L.4121-2 du code du travail	
Consignes de sécurité propres au site remises par le Chef d'Etablissement	Consignes à intégrer au PPSPS de chaque entreprise

4. Mesures générales de bon ordre et de salubrité du chantier

4.1 Installations de chantier

Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier doivent obligatoirement être mis en place en période de préparation et maintenus opérationnels jusqu'à la fin du chantier.

Toute réduction ou retrait des installations en cours de chantier sera préalablement soumise à validation par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS. A défaut d'accord préalable, le rétablissement de l'installation d'origine sera exigible sans aucune contrepartie par l'intervenant ayant pris l'initiative de la modification.

Le tableau suivant décrit les locaux et équipements minimum à mettre en œuvre :

Locaux et équipements à mettre à disposition	Installation et raccordement	Entretien, consommables
1 local vestiaire aéré, éclairé et chauffé en saison froide à dimensionner sur la base d'1,25 m ² par salarié et comportant <ul style="list-style-type: none"> ○ 1 armoire vestiaire 2 compartiments par personne ; ○ De quoi s'asseoir ; ○ D'extincteur(s) portatif(s) de classe adaptée 	Lot 01	Lot 01
1 local réfectoire aéré, éclairé et chauffé en saison froide à dimensionner sur la base d'1,5 m ² par salarié équipé <ul style="list-style-type: none"> ○ De tables et de chaises en nombre suffisant ; ○ D'un four à micro-ondes ; ○ D'un réfrigérateur ○ D'extincteur(s) portatif(s) de classe adaptée 	Lot 01	Lot 01
1 local sans communication directe avec d'autres locaux où séjourne le personnel aéré et éclairé, facilement nettoyable comportant : <ul style="list-style-type: none"> ○ 1 cabinet avec chasse d'eau pour 20 personnes ; ○ 1 urinoir pour 10 personnes ; ○ 1 lavabo eau chaude / eau froide pour 10 personnes ; ○ 1 douche eau chaude / eau froide pour 8 personnes en cas de travaux salissants ; ○ Approvisionnement en savon, essuie-mains, papier hygiénique en quantité suffisante. 	Lot 01	Lot 01

4.2 Electricité de chantier

Description	Réalisation	Entretien
Branchement au réseau et armoire générale	Lot 01	Lot 01
Implantation de coffrets secondaires munies d'arrêt d'urgence (mini 4 PC) fixés sur paroi ou montés sur pieds et permettant en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs limités à 25m	Lot 03	Lot 03
Eclairage de chantier	Lot 03	Lot 03

4.3 Distribution d'eau

Description	Réalisation	Entretien
A partir de la source d'eau extérieure, distribution et robinets de puisage au droit des zones de travail	Lot 02	Lot 02

4.4 Nettoyage

Description	Réalisation	Entretien
Evacuation au fur et à mesure de la production des déchets générés. Au minimum tous les jours avant de quitter le poste de travail	Chaque entreprise	/
Maintien des circulations et espaces extérieurs dégagés (notamment matériaux et matériel) et exempts de tous déchets	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Nettoyage des véhicules et engins sortant sur la voie publique	Entreprise utilisant le véhicule	/

4.5 Conditions de stockage et d'évacuation des déchets

Description	Réalisation	Elimination
Tri des déchets suivant leur catégorie : EMB (emballage) DI (déchets inertes) DIB (déchets industriels banals) DIS (déchets industriels spéciaux)	Chaque entreprise	/

5. Mesures de coordination inter-entreprises

5.1 Conditions de manutention des matériaux et matériels

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Introduction et installation d'un appareil de levage	L'utilisation d'un dispositif ou d'un engin de levage devra être abordée au cours de la visite d'inspection commune et les moyens et modes opératoires de manutention détaillés dans le PPSPS de chaque entreprise L'utilisation d'engins de terrassement pour effectuer des opérations de levage n'est autorisée que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel	Toutes les entreprises
Mise en commun de l'utilisation des appareils de levage	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune des appareils de levage et arrêté une convention inter-entreprises	Toutes les entreprises
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé de façon à éviter les interférences entre engins de levage. En cas d'impossibilité, un dispositif de gestion des interférences et zones interdites sera mis en place	Toutes les entreprises
Vérification des appareils et accessoires de levage	L'ensemble des appareils de levage sera vérifié avant leur mise en service sur le chantier. Le rapport de vérification sera disponible sur le chantier ou dans l'appareil Les accessoires de levage doivent être compatibles avec les appareils utilisés, comporter l'indication de la charge maximale d'utilisation et être périodiquement vérifiées	Toutes les entreprises
Autorisation de conduite	La conduite des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des intervenants ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate. Chaque conducteur doit être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur	Toutes les entreprises
Formation à l'élingage	Les personnels amenés à procéder à l'élingage des charges sera formé à cette tâche	Toutes les entreprises

5.2 Protections collectives

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Continuité des protections collectives	Les protections seront préférentiellement adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs	Toutes les entreprises
	<p>Les protections collectives ne doivent pas être déposées ou modifiées. Si une protection collective en place ne permet pas à une entreprise de réaliser une tâche, elle doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Informer préalablement la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS ○ Justifier du caractère impérieux du retrait de la protection ○ Proposer une protection d'un niveau équivalent, le temps de l'intervention ○ Indiquer les mesures temporaires à prendre par son personnel et celui des autres entreprises ○ Remettre en place la protection initiale après exécution de la tâche 	Toutes les entreprises

5.3 Tranchées et fouilles ouvertes

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Risque d'ensevelissement	Si au vu de la nature des travaux à réaliser, nul n'a à descendre dans la fouille, signalisations claires des zones situées à proximité du bord et, qui présenteraient un danger pour le personnel	Entreprise réalisant l'ouvrage
	Si une intervention est nécessaire dans la fouille, blindage obligatoire des fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur. Ce blindage doit être en place avant toute descente d'un intervenant dans la fouille.	Entreprise réalisant l'ouvrage
	Si au regard des dimensions de la fouille réalisée, il est possible de procéder à un talutage, les parois doivent être aménagées en adéquation avec la nature et l'état des terres	Entreprise réalisant l'ouvrage

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Chute en tranchée	Remblaiement des tranchées ouvertes à l'avancement, de préférence quotidiennement	Entreprise réalisant l'ouvrage
Franchissement	Des passerelles de franchissement seront mises en place à des emplacements judicieusement choisis dans le cas où une fouille ouverte de plus de 0,4m de large entrave les circulations horizontales	Entreprise réalisant l'ouvrage

5.4 Travaux en hauteur

Mise en garde

1/ L'employeur doit évaluer les risques et privilégier la prévention technique collective, chaque fois qu'elle est possible. La protection individuelle n'est acceptable que si les solutions de protection collective ne peuvent être mise en place ou en complément de ces solutions.

2/ Les travaux sur corde ne peuvent notamment être utilisés qu'en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement collectif ou lorsque l'utilisation d'un tel équipement exposerait à un risque plus grand. Dans ce cas les intervenants devront porter d'un harnais de sécurité antichute obligatoirement relié à une corde de sécurité et à la corde de travail.

3/ Les échelles, escabeaux et marchepieds à ne sont à utiliser qu'exceptionnellement en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement collectif ou lorsque le risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ; dans ce cas, utiliser des échelles dans des conditions de sécurité permettant d'éviter qu'elles ne glissent ou ne basculent.

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Risque de chute en rive de dalle, protection des trémies	Mise en place de garde-corps rigides complets (main courante d'une hauteur de 1m à 1,1m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de 10 à 15 cm) ou de Plateformes de Travail en Encorbellement	Toutes les entreprises
Risque de chute de hauteur	Toute entreprise réalisant une surface de circulation (dalle, toiture, passerelle, échafaudage, etc.) doit la protection collective contre les chutes à l'avancement de la création de cette surface	Toutes les entreprises
Risque de chute de faible hauteur	Utilisation de plateforme individuelles roulantes (les échelles, les escabeaux et marche pieds ne peuvent être utilisés comme poste de travail qu'en cas d'impossibilité technique motivée)	Toutes les entreprises
Hauteur > 2,5m Echafaudage fixe	Les échafaudages fixes, ne sont pas autorisés à l'intérieur de l'établissement	Toute les entreprises

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Hauteur > 2,5m Echafaudage roulant	Montage suivant la notice de montage fourni par le fabricant (ou à défaut suivant un plan de montage préétabli) par du personnel formé et sous la direction d'une personne compétente. Présence de garde-corps rigides complets (main courante d'une hauteur de 1m à 1,1m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de 10 à 15 cm) Présence d'un accès sûr à l'ouvrage	Monteur
Hauteur > 2,5m Plateforme Elévatrice Mobile de Personnel (PEMP)	Conducteur apte médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate (en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur) Le poids total du personnel, du matériel et des matériaux embarqués ne doit pas dépasser la charge maximale d'utilisation affichée Procéder, préalablement à l'utilisation de la PEMP, à une visite de reconnaissance de la surface d'évolution afin de s'assurer de l'absence de dénivellation susceptible d'en compromettre la stabilité Respect de la périodicité et les recommandations de vérification et d'entretien définies par le fabricant	Entreprise utilisatrice

5.5 Interactions

Problématique	Mesure de coordination
Travaux superposés	Les travaux seront organisés de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. La zone située à l'aplomb des postes de travail en élévation (échafaudage, PEMP...) sera interdite d'accès par la mise en place d'un balisage physique large
Accessibilité et stabilité	Afin de permettre l'utilisation d'un échafaudage ou l'utilisation d'une Plateforme Mobile d'Elévation de Personnel pour l'exécution des travaux de façade, l'entrepreneur du lot VRD devra assurer préalablement le nivellement et le compactage des abords des façades sur toute la périphérie du bâtiment

5.6 Travaux générant une exposition à la silice libre

NOTA : Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques nécessitant une surveillance médicale

Prévention technique

Moyens de prévention	Chargé de la mise en œuvre
Travailler à l'humide lors de la découpe, du piquage, du tronçonnage des matériaux Respecter la valeur limite de moyenne d'exposition fixée réglementaire à 0,1 mg/m ³ Exposer un minimum de travailleurs Informier et former le personnel sur les risques pour la santé et les moyens de protection Organiser la surveillance médicale, des intervenants	Toutes entreprises réalisant des travaux générant de la silice

Protection individuelle

Equipements	Chargé de la mise en œuvre
Equipement de protection respiratoire anti-poussière FFP3	Toutes entreprises réalisant des travaux générant de la silice

5.7 Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds

Moyen de prévention	Précisions	Lot(s) Chargé(s) de la mise en œuvre
Dispositifs assurant la stabilité des éléments	La stabilité de chacun des éléments préfabriqués lourds doit être assurée, dès sa mise en place, par des dispositifs rigides appropriés L'enlèvement des dispositifs mis en œuvre ne peut être effectué que sur l'ordre du chef de chantier et sous son contrôle personnel	Toutes les entreprises

5.8 Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension

Mise en garde

La mise hors tension préventives des lignes et installations avant intervention est impérative à moins que l'exploitant ait fait connaître par écrit son impossibilité d'effectuer la mise hors tension.

Prévention technique

Moyen de prévention	Précisions	Chargé de la mise en œuvre
Mise hors tension de la ligne ou de l'installation électrique par l'exploitant	L'entreprise doit être en possession d'une attestation de mise hors tension écrite, datée et signée par l'exploitant avant le démarrage des travaux	Entreprise + exploitant
Mise hors d'atteinte des parties de la ligne ou de l'installation susceptible de provoquer des contacts dangereux	<p>La mise hors d'atteinte doit être réalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Soit en mettant en place des obstacles efficaces solidement fixés devant les conducteurs ou pièces nus sous tension, ainsi que devant le neutre ○ Soit en faisant procéder par du personnel compétent à une isolation efficace par recouvrement des conducteurs et pièces nus ou insuffisamment isolés sous tension 	Entreprise réalisant l'ouvrage

6. Renseignements pratiques concernant les secours

6.1 Incendie

Prévention des incendies – Mesures générales

Mesure de prévention	Chargé de la mesure
Interdiction d'allumer des feux, sur le domaine pénitentiaire	Toutes les entreprises
Évacuation dès que possible des produits de démolition présentant un pouvoir calorifique générant un risque d'incendie	Toutes les entreprises
Pour les travaux générant des points chauds (travaux d'étanchéité, soudage, découpe au chalumeau, disquage...) <ul style="list-style-type: none"> ○ Identifier les joints de dilation avant toute intervention et les protéger par la mise en place de matériaux ignifuges (tels que plâtre, bandes ignifuges...) ○ Surveiller attentivement l'absence de feu latent y compris plusieurs heures après l'exécution du travail concerné 	Toutes les entreprises
Stockage des matériaux inflammables dans des containers prévus à cet effet, ventilés, identifiés et équipés d'extincteurs de classe appropriée	Toutes les entreprises
Pour les travaux générant un point chaud (soudage, découpe au chalumeau, disquage...) dans un Établissement maintenu en activité pendant les travaux, rédaction obligatoire d'un permis de feu entre l'entreprise générant le point chaud (soudage, découpe au chalumeau, disquage...) et un représentant du Chef d'Établissement préalablement à l'exécution de ces travaux	Toutes les entreprises / Chef d'Établissement

Lutte contre l'incendie et évacuation

Mesure de prévention	Mise en place et entretien
Des extincteurs seront positionnés à proximité des postes de travail. Le nombre et la classe des équipements mis en place seront adaptés à la nature des travaux à effectuer. Visibles et facilement accessibles, ils seront dûment contrôlés et en parfait état de marche. Le personnel sur chantier sera formé à l'utilisation des moyens d'extinction mis en œuvre	Toutes les entreprises
En cas d'incendie, les ouvriers seront pris en charge par le surveillant de travaux qui les mettra en sécurité	Toutes les entreprises

6.2 Accidents, 1^{er} soins

1^{er} secours

Pendant toute la durée du chantier, il est exigé la présence d'un secouriste pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier. Le personnel SST portera un macaron distinctif sur le casque.

Chaque entreprise sur le site disposera en outre d'une trousse de premier soin.

Déclaration d'accident

Chaque entreprise concernée se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident. Elle préviendra parallèlement par téléphone le coordonnateur SPS dans les 4H puis rédigera et transmettra sous 72H un compte-rendu détaillant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

6.3 Appel des secours extérieurs

Les téléphones sont strictement interdits à l'intérieur du domaine pénitentiaire. En cas d'accident, le surveillant de travaux, donnera l'alerte et l'établissement gérera les appels et l'acheminement des secours

7. Obligations des entreprises liées à la coordination SPS

7.1 Visites d'inspection commune

Principe

Toute entreprise (titulaire, sous-traitant ou travailleurs indépendants) doit réaliser, avant rédaction de son PPSPS, une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS préalablement à toute intervention sur site.

Les entreprises de louage ou de montage de grue, couverts par le PPSPS de l'entreprise qui les emploie, en sont exemptées : Seules les entreprises qui ont un contrat de louage direct avec le Maître d'Ouvrage doivent réaliser une inspection commune et un PPSPS (source www.oppbtp.fr).

Procédure - Titulaire du lot

Chronologie	Étape
1	Signature du marché (y compris PGC), ordre de service
2	Demande de rendez-vous pour la réalisation de l'inspection commune formulée par l'entreprise auprès du coordonnateur SPS
3	Établissement d'un projet de PPSPS par l'entreprise à apporter lors de la visite d'inspection commune
4	Visite d'inspection commune entre le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise
5	Établissement du PPSPS définitif par l'entreprise, transmission au coordonnateur SPS et dépôt d'un exemplaire dans la salle de réunion de la base vie

Procédure - Sous-traitant

Chronologie	Étape
1	Demande d'agrément du sous-traitant réalisée par le titulaire auprès du maître d'Ouvrage
2	Information parallèle de l'intention de sous-traiter au coordonnateur SPS. Transmission des coordonnées du sous-traitant par l'entreprise titulaire
3	Agrément du sous-traitant par le Maître d'Ouvrage
4	Remise du PGC par le titulaire à son sous-traitant Remise de son PPSPS par le titulaire à son sous-traitant
5	Demande de rendez-vous pour la réalisation de l'inspection commune formulée par l'entreprise auprès du coordonnateur SPS
6	Établissement d'un projet de PPSPS par le sous-traitant à apporter lors de la visite d'inspection commune

7	Visite d'inspection commune entre le coordonnateur SPS et les représentants de l'entreprise sous-traitante et titulaire
8	Établissement du PPSPS définitif par le sous-traitant et transmission au coordonnateur SPS et dépôt d'un exemplaire dans la salle de réunion de la base vie

Délais

Les titulaires des marchés de travaux doivent pouvoir disposer de 30 jours à compter de la date de l'ordre de service (ou la réception du contrat) et la remise de leur PPSPS. Pour les sous-traitants, ce délai est réduit à 8 jours.

Les entreprises sont donc tenues de programmer suffisamment tôt la prise de rendez-vous avec le coordonnateur SPS afin que la date de visite d'inspection commune retenue soit compatible avec les délais mentionnés ci-dessus.

Les éventuels retards dus à un manque d'anticipation des entreprises ne pourront en aucun cas être reprochés au coordonnateur SPS.

7.2 PPSPS

Principe

Toute entreprise (titulaire, sous-traitant ou travailleurs indépendants) doit établir et transmettre au coordonnateur SPS un PPSPS adapté au chantier établi notamment sur la base des informations décrites par le présent PGC.

Diffusion

Entreprise	Destinataires
Gros Œuvre ou lot principal	1 ex Coordonnateur SPS 1 ex DIRECCTE 1 ex Service prévention de la CARSAT 1 ex OPPBTP 1 ex à chacun de ses sous-traitants 1 ex aux autres lots (via le coordonnateur SPS) 1 ex pour avis au Médecin du Travail (facultatif) 1 ex pour avis au CHSCT (facultatif)
Entreprise (titulaire ou sous-traitant) effectuant des travaux présentant un ou plusieurs risques particuliers au sens de l'arrêté du 25 février 2003	1 ex Coordonnateur SPS 1 ex DIRECCTE 1 ex Service prévention de la CARSAT 1 ex OPPBTP 1 ex à chacun de ses sous-traitants 1 ex aux autres lots (via le coordonnateur SPS) 1 ex pour avis au Médecin du Travail (facultatif) 1 ex pour avis au CHSCT (facultatif)
Autres entreprises	1 ex Coordonnateur SPS 1 ex à chacun de ses sous-traitants

Contenu

Le nom et l'adresse de l'entreprise

L'adresse du chantier

L'effectif prévisible

Les noms et qualités de la personne chargé de diriger l'exécution des travaux

La description des travaux et méthodes de travail en faisant ressortir :

- Les risques propres à l'entreprise en tenant compte des contraintes d'environnement, les moyens de prévention choisis.
- Les travaux qui présentent des risques d'interférence liés à la coactivité avec d'autres entreprises, les risques réciproques et les moyens de prévention proposés.
- Les modalités de prise en compte des mesures de coordination générale définies par le coordonnateur.
- Les mesures d'hygiène et les locaux destinés au personnel mis en place ou à disposition tels que prévus dans le PGC.
- L'organisation des premiers secours de l'entreprise avec notamment le matériel médical disponible, les sauveteurs secouristes du travail présents, les mesures prises pour l'évacuation des blessés dans le cadre du PGC.

La partie description des travaux est la plus importante du plan ; elle doit être accompagnée d'une analyse détaillée des risques liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations, à l'utilisation de substances ou de préparations dangereuses, aux circulations et déplacements sur le chantier.

Le plan peut évoluer, il est toujours possible de modifier les modes opératoires, les mesures de prévention, si les risques encourus sont diminués ou si les mesures de prévention présentent une garantie équivalente.

Mise à disposition du PPSPS

Chaque entreprise mettra à disposition un exemplaire de la dernière version de son PPSPS dans la salle de réunion de la base vie.

Conservation

Les entrepreneurs doivent conserver leur PPSPS 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

7.3 Conséquence de l'absence de visite d'inspection commune ou de non remise du PPSPS

Si la visite d'inspection commune n'a pas été réalisée ou si le PPSPS n'a pas été remis, l'accès au chantier par le personnel de l'entreprise concernée n'est pas autorisé.

7.4 Accueil du personnel sur le chantier par l'encadrement des entreprises

Il est impératif que le contenu du PPSPS de l'entreprise soit connu du personnel d'exécution.

A cet effet, l'encadrement assurera obligatoirement un accueil de son personnel (y compris les intérimaires) à l'arrivée sur site au cours duquel il détaillera et commentera les dispositions retenues. Cet accueil sera formalisé par une feuille d'émargement daté et signé par l'ensemble des personnes ayant participé à la séance.

8. Annexes

8.1 Liste des entreprises intervenantes

Liste à compléter après attribution

Lot	Intitulé du lot	Entreprise	Adresse	Tél/Email